

1er février 2005

Janvier 2005 a été chaud

Des centaines de milliers de grévistes et de manifestants ont crié leur colère : salariés de la Poste, de la SNCF, de l'éducation nationale et de la fonction publique, médecins généralistes.

Ces mouvements ont été largement soutenus par l'opinion publique.

A l'évidence, **la politique anti-sociale du gouvernement est aujourd'hui condamnée par une large majorité de la population.**



Droit dans ses bottes, le gouvernement ... s'en fout

Malgré l'ampleur grandissante de ce mécontentement, gouvernement et patronat entendent **poursuivre comme si de rien n'était leur travail de démolition sociale !**

Salariés du privé comme du public, nous sommes tous victimes de ces attaques.

La journée de mobilisation du 5 février doit être l'occasion d'exprimer massivement et dans l'unité syndicale nos revendications communes :

Manifestons pour nos DROITS SOCIAUX !

Le gouvernement de M. Raffarin multiplie les attaques contre les salariés.

- Les **retraites** : allongement de la durée de cotisation, baisse du niveau des pensions
- L'**assurance-maladie** : une médecine pour les riches, une autre pour les pauvres. La majorité des patients payeront plus, ou seront mal soignés.
- Après s'en être pris ainsi à la protection sociale, le gouvernement entend les revendications du Medef qui souhaite voir les entreprises libérées d'obligations légales (-> **suppression des cotisations sociales des entreprises** pour les bas salaires, **affaiblissement de la protection des salariés** : un contrat de travail négocié individuellement entre le salarié et le patron permettra de licencier plus vite et plus facilement !)

Aujourd'hui gouvernement et patronat s'entendent à merveille pour **saborder les 35 heures**, trace insoutenable laissée par un gouvernement de gauche. En permettant aux salariés de choisir "librement" leur durée hebdomadaire de travail, l'objectif est évidemment de **les remettre insidieusement ... " au boulot "** :

- 1 er temps : on gagne un peu plus, grâce aux heures supplémentaires
- 2 ème temps : le coût de la vie augmentant plus que les salaires, finalement on n'a rien gagné ... par contre c'est le retour des 40 heures pour tous !

Rappelons que la première salve contre les 35 heures a été la mise en place de **la journée dite "de solidarité"**, après la canicule de 2003 : le gouvernement a masqué son incurie en culpabilisant les salariés, sans toucher aux profits des entreprises. Cette taxe sera d'ailleurs vraisemblablement aussi rapidement détournée que l'avait été la vignette automobile...

Manifestons pour le SERVICE PUBLIC !

Pour se débarrasser d'un service public, c'est très simple :

1/ On fait tout pour qu'il se porte mal (on réduit le personnel, on limite les marges bénéficiaires, on impose des stratégies déraisonnables, on puise dans les caisses, ...)

2/ Lorsque l'entreprise publique est exsangue, on montre que la qualité est devenue moindre que celle de la concurrence, en faisant mine d'oublier que la concurrence, elle, n'a aucune obligation de pérennité, et n'a qu'un souci : **la rentabilité**, et non **le service**.

3/ C'est gagné, il ne reste plus qu'à privatiser.

Manifestons pour l'EMPLOI !

Un **actif sur dix** est touché par le **chômage**. Dans ce contexte, le patronat ne se gêne pas pour accroître la pression sur les salariés. Un chantage intolérable se multiplie au sein de nombreuses entreprises : ou bien les salariés acceptent les suppressions d'emplois, l'augmentation du temps de travail et la réduction de leur salaire, ou bien c'est la fermeture ou la délocalisation !

Ce qui est en cause c'est bien l'augmentation des profits des entreprises. Investisseurs et détenteurs de capitaux exigent des **taux de profit de plus en plus élevés** : cela se fait toujours au détriment de l'emploi et des conditions de travail. Imposons d'autres choix !

Manifestons pour les SALAIRES !

En refusant d'augmenter les salaires des fonctionnaires, le gouvernement donne l'exemple au patronat. La question du pouvoir d'achat est une préoccupation essentielle de tous les salariés du privé comme du public. Les dépenses courantes incompressibles (loyer, électricité, transports, etc.) augmentent bien au-delà du taux de l'inflation. Quand les salaires sont revalorisés de 0,5% ou de 1%, les pertes de pouvoir d'achat se montent à environ 5%.

Une telle politique n'a que trop duré ! **Face à ce gouvernement ultra-libéral, instrument du Medef, il faut construire un front unitaire fort.**

35 heures, droits sociaux, service public, emploi, salaires, ... toutes les raisons sont là de s'organiser collectivement pour faire reculer patronat et gouvernement.

La journée nationale d'action du 5 février 2005 doit constituer une étape majeure dans la construction d'un rapport de forces favorable aux salariés.

L'Union syndicale Solidaires appelle tous les salariés à descendre dans la rue ce jour-là et à assurer le succès de cette journée en construisant partout des comités unitaires de mobilisation.

Le samedi 5 février, tous dans la rue !

Rendez-vous place

Saint-Pierre à Caen

à 14 heures 30

Manifestation unitaire

CGT CFTC FO FSU Solidaires (SUD)